



HAL
open science

Le “ macrono-lepénisme ” au pouvoir ?

Vincent Geisser

► **To cite this version:**

Vincent Geisser. Le “ macrono-lepénisme ” au pouvoir ?. Migrations Société, 2024, n° 197 (3), pp.5-14.
10.3917/migra.197.0005 . halshs-04855986

HAL Id: halshs-04855986

<https://shs.hal.science/halshs-04855986v1>

Submitted on 26 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

Le « macrono-lepénisme » au pouvoir ?

L'obsession migratoire de Michel Barnier

Vincent GEISSER

La nomination de Michel Barnier au poste de Premier ministre par le président de la République, Emmanuel Macron, le 5 septembre 2024, a fait couler beaucoup d'encre. Si les commentateurs politiques ne partagent pas forcément le même avis sur la capacité du nouveau locataire de Matignon à réunir une majorité parlementaire stable, à rassembler les Français et à conduire une politique cohérente, tous s'accordent à parler d'un « effet de surprise », d'autres candidats plus en vue ayant été présentés pour exercer la fonction. Or, à y regarder de plus près, le choix de Michel Barnier par le chef de l'État ne relève pas uniquement d'un concours de circonstances ou d'un choix par défaut, mais il s'inscrit dans une tendance lourde dans le champ politique français, marquée par une recomposition des identités politiques et partisanes. Ces dernières années, celle-ci s'est traduite par une convergence idéologique de plus en plus visible et assumée entre certaines fractions du centre droit, de la droite dite « républicaine » et de l'extrême droite. Cette évolution est très largement encouragée par Emmanuel Macron (la fameuse théorie de « l'arc républicain »¹) sur un certain nombre de thématiques sociétales, notamment la question de l'immigration², la gestion de l'altérité (la défense de l'identité nationale)³, le « problème musulman » (la lutte contre le « séparatisme islamique »)⁴ et la sécurité⁵.

1. DUPONT, Marion, "L'arc républicain', un concept destiné à exclure certains du champ de la légitimité politique", *Le Monde*, le 13 novembre 2023, https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/12/13/l-arc-republicain-un-concept-destine-a-exclure-certains-du-champ-de-la-legitimite-politique_6205527_3232.html.
2. GROUPE D'INFORMATION ET DE SOUTIEN DES IMMIGRÉ.E.S, "Tout sur la loi immigration intégration asile. Genèse de la réforme Darmanin du CESEDA", *GISTI*, le 20 juillet 2024, <http://www.gisti.org/spip.php?article6862>.
3. FAYE, Olivier, "'Qu'est-ce qu'être français ?' : Emmanuel Macron engage le débat sur l'identité", *Le Monde*, le 22 décembre 2020, https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/12/22/qu-est-ce-qu-etre-francais-emmanuel-macron-engage-le-debat-sur-l-identite_6064196_823448.html.
4. GEISSER, Vincent, "Un séparatisme 'venu d'en haut'. Rhétorique identitaire pour élites en mal de légitimité populaire", *Migrations société*, vol. 33, n° 183, janvier-mars 2021, pp. 3-15.
5. JOBARD, Fabien, "Police et sécurité publique. L'atrophie du domaine de l'action gouvernementale", in : DOLEZ, Bernard ; DOUILLET, Anne-Cécile ; FRETTEL, Julien ; LEFEBVRE, Rémi (sous la direction de), *L'entreprise Macron à l'épreuve du pouvoir*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 2022, pp. 256-267.

En ce sens, la nomination de Michel Barnier incarne la mise en pratique de cette synthèse idéologique du « macrono-lepénisme » qui a vocation désormais à devenir un programme de gouvernement. Certes, la formulation peut paraître exagérée, voire caricaturale, au regard des déclarations et des engagements passés du président de la République contre le retour de « *la peste brune* » en Europe⁶. Toutefois, ce serait une erreur de s'arrêter au registre discursif, en ignorant les phénomènes de porosité et les circulations à la fois culturelles et idéologiques qui traversent le champ politique français — ceci se vérifie également à l'échelle européenne — et qui donnent naissance à l'émergence de coalitions politiques autrefois improbables. Le « macrono-lepénisme » ne repose pas forcément sur un accord explicite entre les parties, mais il renvoie davantage à une convergence entre des valeurs et une vision du monde, et surtout, à la désignation d'ennemis communs, perçus comme des « menaces » pour le système. De ce point de vue, la désignation de Michel Barnier à Matignon — dont la formation politique, Les Républicains (LR), a rassemblé à peine 5,4 % des suffrages aux élections législatives de juillet 2024 — ne constitue pas un accident de l'histoire de la V^e République mais participe d'un mouvement plus profond de crise de la démocratie parlementaire et représentative : peu importe finalement que le nouveau Premier ministre soit minoritaire sur le plan électoral, à partir du moment où il assure la survie et la cohésion de « l'arc républicain » face aux « tenants du désordre »⁷, pour reprendre une expression chère à Emmanuel Macron. Nous sommes bien en présence d'un discours d'ordre moral qui vise à stigmatiser toute forme de contestation sociale et de protestation politique « radicale »⁸, quitte à s'affranchir des règles de la démocratie. L'essentiel est donc que le nouveau Premier ministre soit capable d'incarner la « Majorité morale », c'est-à-dire les « gens bien », dignes d'appartenir à « l'arc républicain ».

Dans ce contexte de retour à l'ordre moral, il n'est donc pas surprenant que Michel Barnier ait fait du couple « immigration-sécurité » l'une des priorités de son programme gouvernemental : « *J'aurais l'occasion dans quelques jours, devant le Parlement, de dire les grandes priorités législatives. Il s'agira de répondre autant que nous le pourrons aux défis, aux colères, au sentiment d'abandon et d'injustice qui traverse beaucoup trop nos villes et nos campagnes. L'école restera bien la priorité du gouvernement, l'école de la République. Je pense aussi à la maîtrise de l'immigration et à la sécurité au*

6. MACRON, Emmanuel, "Le moment que nous vivons ressemble à l'entre-deux-guerres", *Ouest France*, le 31 octobre 2018, <https://www.ouest-france.fr/politique/emmanuel-macron/info-ouest-france-emmanuel-macron-le-moment-que-nous-vivons-ressemble-l-entre-deux-guerres-6045961>.

7. PUBLIC SÉNAT, "Pas d'indulgence pour 'les tenants du désordre', dit Macron à Sydney", *Public sénat*, le 3 mai 2018, <https://www.publicsenat.fr/actualites/non-classe/pas-d-indulgence-pour-les-tenants-du-desordre-dit-macron-a-sydney-85622>.

8. Les guillemets ont été volontairement ajoutés par l'auteur pour souligner le caractère subjectif de cette perception.

quotidien »⁹. Le nouveau chef de gouvernement a d'ailleurs réitéré son « obsession migratoire » dès sa première intervention télévisée, le 6 septembre 2024, sur la chaîne privée TF1 : « *Il y a toujours le sentiment que les frontières sont des passoires et que les flux migratoires ne sont pas maîtrisés. Nous allons en effet maîtriser les flux migratoires, pas avec de l'idéologie, des discours et des phrases, mais avec des mesures concrètes* »¹⁰. Là aussi, les registres discursifs de l'humanisme sécuritaire¹¹ et du pragmatisme en matière d'immigration¹² cachent mal une vision à la fois identitaire et sécuritaire de la société française. La conception prétendument désidéologisée de l'approche gouvernementale (le culte du concret) est, au contraire, le signe d'une conception profondément idéologique de la question migratoire, légitimant une gestion répressive des migrants au nom de la défense de la souveraineté française.

Si Michel Barnier est l'homme de la situation aux yeux du président de la République, c'est moins en raison d'affinités personnelles que parce que sa trajectoire politique le conduit sans doute à être aujourd'hui le meilleur représentant de cette synthèse idéologique du « macrono-lepénisme », mêlant libéralisme économique et conservatisme sociétal, européenisme et souverainisme, ouverture sur le monde et obsession de l'identité française, pragmatisme et autoritarisme, etc., une combinatoire politique et idéologique, certes compositée, mais hégémonique et fédératrice chez les partisans de « l'arc républicain », susceptible de rassembler les « gens bien » face aux « tenants du désordre ». Il est vrai que jusqu'à une époque récente, l'image de Michel Barnier était plutôt « lisse » dans les médias et l'opinion publique : il apparaissait certes comme un libéral pro-européen mais avec une fibre sociale (il se réclamait du « gaullisme social »¹³) et comme un adversaire résolu de toute compromission avec l'extrême droite, contrairement à certaines personnalités de son parti (UMP puis LR) qui entretenaient des « liaisons dangereuses » avec le parti lepéniste (FN puis RN). Toutefois, à partir de 2021, lors de la primaire des Républicains en vue de l'élection présidentielle, son

9. BARNIER, Michel, Discours prononcé lors de la cérémonie de passation de pouvoir au poste de Premier ministre, *site internet du Gouvernement français*, le 5 septembre 2024, <https://www.info.gouv.fr/actualite/passation-de-pouvoir-entre-gabriel-attal-et-michel-barnier>.

10. TENRÉ, Steve, « Michel Barnier promet de maîtriser les flux migratoires avec des mesures concrètes », *Le Figaro*, le 6 septembre 2024, <https://www.lefigaro.fr/politique/michel-barnier-promet-de-maitriser-les-flux-migratoires-avec-des-mesures-concretes-20240906>.

11. GEISSER, Vincent, « Leçons de l'élection européenne de 2019. L'humanisme sécuritaire et néolibéral du président Macron : antidote ou iatrogénie à la 'lèpre nationaliste' ? », *Migrations société*, vol. 31, n° 176, avril-juin 2019, pp. 3-15.

12. Dans son interview sur TF1, le 6 septembre 2024, Michel Barnier évoquait son souhait de « maîtriser l'immigration de manière rigoureuse et humaniste ». Cité par PARMENTIER, Audrey, « Sur l'immigration, Michel Barnier fait-il le jeu du RN ? », *La vie*, le 9 septembre 2024, <https://www.lavie.fr/actualite/societe/sur-limmigration-michel-barnier-fait-il-le-jeu-du-rn-96017.php>.

13. CAMPION, Étienne, « 'Gaulliste social' ou post-gaulliste libéral ? La véritable histoire de Michel Barnier », *Marianne*, le 13 septembre 2024, <https://www.marianne.net/agora/analyses/gaulliste-social-ou-post-gaulliste-liberal-la-veritable-histoire-de-michel-barnier>.

image publique a commencé à changer. D'une part, les observateurs et les commentateurs politiques ont découvert, à la faveur de sa candidature à l'investiture de la droite, que derrière le « libéral pro-européen » se cachait en réalité un défenseur acharné de positions patriarcales et ultraconservatrices sur les questions de l'homosexualité, de la famille et de l'avortement. Ainsi, en décembre 1981, alors que Michel Barnier était le benjamin de l'Assemblée nationale, il votait contre le projet d'abrogation du délit d'homosexualité¹⁴ porté par les députés Raymond Forni et l'avocate féministe Gisèle Halimi¹⁵ ; en décembre 1982, il s'opposait au projet de loi prévoyant le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) par la Sécurité sociale¹⁶ ; et, plus récemment, en juin 1999, il faisait partie du groupe de sénateurs ayant voté contre le projet de loi instituant le Pacte civil de solidarité, donnant des droits égaux aux couples homosexuels. D'autre part, bien qu'il se réclame du « gaullisme social », courant aujourd'hui disparu de l'univers politique hexagonal, Michel Barnier a toujours véhiculé une vision très corporatiste de la société française, fétichisant la valeur « travail » et stigmatisant dans un même élan les chômeurs et les « assistés sociaux », assimilés à des profiteurs du système, ou pire à des fraudeurs. Ainsi, lors de la primaire des Républicains en 2021, « *récitant un classique mantra de droite, l'ancien ministre disait vouloir 'encourager ceux qui ne travaillent pas à le faire' et 'encourager le travail et le mérite, au détriment de l'assistanat', notamment en suspendant les allocations chômage 'après deux refus d'une offre raisonnable'. Il proposait également de créer une aide sociale unique pour remplacer les aides sociales actuelles, conditionnée à une disponibilité du bénéficiaire notamment pour 'effectuer des activités utiles à la collectivité ou en entreprise'* »¹⁷.

Cependant, c'est sur la question migratoire que Michel Barnier s'est surtout illustré, défendant dans son programme pour l'élection présidentielle de

-
14. Promesse de campagne du président François Mitterrand, le texte proposait d'abroger le deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal qui réprimait les "actes impudiques ou contre nature avec un mineur du même sexe âgé de plus de 15 ans". Il s'agissait donc de mettre fin à la discrimination qui accordait la majorité sexuelle dès 15 ans aux hétérosexuels et à 18 ans pour les homosexuels, et ainsi de dépenaliser de fait les relations homosexuelles. Voir à ce sujet : ROQUES-MASSARIN, Myriam, "Dépenalisation de l'homosexualité : l'autre combat de Robert Badinter", *Public sénat*, le 2 septembre 2024, <https://www.publicsenat.fr/actualites/societe/depenalisation-de-lhomosexualite-lautre-combat-de-robert-badinter>.
 15. NUTARELLI, Mathilde, "Le vote de Michel Barnier contre la dépenalisation de l'homosexualité est dénoncé par la gauche et les associations" , *Public sénat*, le 5 septembre 2024, <https://www.publicsenat.fr/actualites/politique/le-vote-de-michel-barnier-contre-la-depenalisation-de-lhomosexualite-est-denonce-par-la-gauche-et-les-associations> ; TÊTU MAGAZINE, "Le discours de Robert Badinter à l'Assemblée contre la pénalisation de l'homosexualité", le 12 février 2024, <https://tetu.com/2024/02/12/histoire-archiver-discours-robert-badinter-assemblee-nationale-depenalisation-homosexualite>.
 16. GERVAIS, Jean-Bernard, "Michel Barnier, une carrière en marge de la santé", *Medscape*, le 6 septembre 2024, <https://francais.medscape.com/voirarticle/3611870?form=fpf>.
 17. ROBLES, Salomé, "Immigration, retraites... ce que proposait Michel Barnier quand il était candidat à la présidentielle", *BFM TV*, le 5 septembre 2024, https://www.bfmtv.com/politique/gouvernement/immigration-retraites-ce-que-proposait-michel-barnier-quand-il-etait-candidat-a-la-presidentielle_AV-202409050852.html.

2022 des positions souverainistes, surenchérisant sur les thèses nationalistes, voire populistes et xénophobes, de l'extrême droite, à un tel point que l'ancienne présidente du Rassemblement national, Marine Le Pen, l'a même accusé de « hold-up » et de « plagiat »¹⁸. Dans cette perspective, il a d'ailleurs créé en 2021 un club politique, « Patriotes et Européens »¹⁹, et une association qui s'apparente à un parti, « Le Droit chemin », dont les intitulés ont une résonance plutôt souverainiste et nationaliste, qui tranchent avec son image publique de personnalité libérale et pro-européenne, rompue au dialogue : « *Ne pas s'y tromper, sous des allures de responsable politique tempéré — il a été plusieurs fois ministre (Environnement, Affaires européennes, Affaires étrangères, Agriculture) et deux fois commissaire européen — Michel Barnier n'en tient pas moins un discours ultra-ferme sur l'immigration. Au point que le Rassemblement national l'a accusé à de nombreuses reprises de 'plagiat'. Qu'importe, l'ancien négociateur en chef de l'Europe lors du Brexit estime que l'extrême droite ne doit pas avoir 'le monopole des débats sur l'immigration', quitte, donc, à la concurrencer sur ce thème* »²⁰.

Au regard de son programme présidentiel, calqué sur celui de l'extrême droite, convient-il de parler de conversion, de révélation, voire de rupture avec ses positions libérales et pro-européennes passées ? S'il est vrai que l'évolution de la trajectoire politique et idéologique de Michel Barnier constitue une clef pour comprendre le durcissement de son discours sur l'immigration et de ses positions à l'égard des minorités culturelles et sexuelles en France, elle n'explique pas tout. Outre le fait que son discours ultra-conservateur et patriarcal ne date pas d'hier — nous avons cité précédemment ses positions dans les années 1980-1990 —, il dépasse largement son seul cas, révélateur du glissement idéologique de l'ensemble de la droite française, et même de certains milieux centristes, vers le souverainisme, le nationalisme, le sécuritarisme et l'idéologie anti-migrants et, au-delà, une posture de stigmatisation systématique des minorités postcoloniales, soupçonnées de séparatisme ethno-territorial. À

18. DE BENEDETTI, Francesca, "Dal referendum di Le Pen a Barnier. L'immigrazione ossessione di Francia", *Domani*, le 28 septembre 2021, <https://www.editorialedomani.it/politica/europa/dal-referendum-di-le-pen-a-barnier-limmigrazione-ossessione-di-francia-teiu96db>. Cf. la version française : "Vu d'Italie. De Le Pen à Barnier, la chasse à l'immigré", *Courrier international*, le 4 octobre 2021, <https://www.courrierinternational.com/article/vu-ditalie-de-le-pen-barnier-la-chasse-limmigre>.

19. À ne pas confondre avec le groupe "Patriotes pour l'Europe", créé en juillet 2024 par le Premier ministre hongrois Viktor Orbán et rassemblant au sein du Parlement européen les principaux partis d'extrême droite (84 % des députés européens de la mandature 2024-2029), dont le Rassemblement national. Voir : BECEL, Rose Amélie, "Patriotes pour l'Europe : quatre questions sur ce groupe politique du Parlement européen, présidé par Jordan Bardella", *Public sénat*, le 10 juillet 2024, <https://www.publicsenat.fr/actualites/politique/patriotes-pour-leurope-quatre-questions-sur-ce-groupe-politique-du-parlement-europeen-preside-par-jordan-bardella>.

20. ARON, Matthieu, "Michel Barnier : un dur sur l'immigration", *Le Nouvel Obs*, le 5 septembre 2024, <https://www.nouvelobs.com/politique/20240905.OBS93228/michel-barnier-un-dur-sur-l-immigration.html>.

ce titre, Michel Barnier n'est pas un facteur, mais un symptôme de la recomposition politique, idéologique et axiologique qui affecte l'ensemble de la droite française, l'incitant à braconner sur le terrain de chasse de l'extrême droite, au risque d'ailleurs de provoquer sa propre disparition. C'est bien pour cette raison que le président de la République l'a choisi comme Premier ministre, poursuivant son projet de « casse » du clivage gauche/droite, de marginalisation des partis politiques « classiques » et se réappropriant simultanément les thématiques nationalistes de l'extrême droite, tout en faisant mine de la combattre dans les urnes. En somme, Michel Barnier est le symptôme d'une droite française qui a perdu ses repères idéologiques et son identité politique et qui, par instinct de survie, reprend à son compte les poncifs de la rhétorique nationaliste de l'extrême droite, tout en rejetant officiellement toute alliance. Et il est vrai que cette partition gouvernementale convient parfaitement au président Emmanuel Macron, qui joue de l'image publique relativement lisse et consensuelle de son nouveau Premier ministre, tout en l'encourageant à chasser sur les terres de l'extrême droite en matière d'immigration, d'islam et de sécurité. Sur ce plan, le « glissement » politique et idéologique de Michel Barnier a de quoi satisfaire le chef de l'État. Son programme présidentiel de 2022²¹ — mélange de souverainisme, de libéralisme économique et de sécuritarisme — annonçait très largement son projet gouvernemental pour les années à venir.

Ainsi, Michel Barnier a été l'une des premières personnalités politiques françaises à proposer un « moratoire sur l'immigration » d'une durée de trois à cinq ans, consistant à instaurer, selon ses termes, « une pause », permettant de « stopper immédiatement les régularisations, limiter rigoureusement le regroupement familial et réduire l'accueil des étudiants étrangers »²². L'application de ce moratoire induisait une limitation stricte du regroupement familial²³, une suppression de l'Aide médicale d'État (AME)²⁴, un rétablissement de la « double peine » pour les délinquants étrangers et l'expulsion systématique des étrangers condamnés à de la prison ferme²⁵.

21. OLLIVIER, Christine, "Congrès LR : quelles seraient les premières décisions de Michel Barnier s'il était élu Président ?", *Le JDD*, le 28 novembre 2021, <https://www.lejdd.fr/Politique/congres-lr-quelles-seraient-les-premieres-decisions-de-michel-barnier-sil-etait-elu-president-4079423>.

22. ROBLES, Salomé, art. cité.

23. VELLA, Alexandre, "Premier ministre : Michel Barnier est-il 'RN compatible' sur l'immigration ?", *20 minutes*, le 7 septembre 2024, <https://www.20minutes.fr/politique/4108732-20240907-premier-ministre-michel-barnier-rn-compatible-immigration>.

24. CHAVAGNEUX, Christian, "Matignon. Les dangereux crédos droitiers de Michel Barnier", *Alternatives économiques*, le 5 septembre 2024, <https://www.alternatives-economiques.fr/dangereux-credos-droitiers-de-michel-barnier/00112317>.

25. TOUSSAY, Jade, "Michel Barnier Premier ministre : toutes ces positions qui ont pu faire pencher la balance en sa faveur", *Huffpost*, le 5 septembre 2024, https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/michel-barnier-premier-ministre-toutes-ces-positions-qui-ont-pu-faire-pencher-la-balance-en-sa-faveur_239221.html.

Par ailleurs, le programme présidentiel de Michel Barnier conditionnait l'aide au développement à la collaboration sécuritaire des pays d'émigration, notamment des États du Maghreb, accusés de laxisme en matière de réadmission²⁶. À l'époque, les commentateurs politiques et les spécialistes de l'immigration avaient clairement souligné le caractère inapplicable et totalement démagogique de cette mesure, qui jouait sur les fantasmes migratoires : « *Un moratoire sur l'immigration : à six mois de la présidentielle, la promesse est brandie à droite et à l'extrême droite. Mais son application, elle, se heurte à l'État de droit et ne pourrait concerner qu'une minorité du flux migratoire. À droite, l'idée fait florès après avoir été portée à l'été par l'ancien négociateur européen pour le Brexit et candidat à l'investiture LR Michel Barnier, tandis que la candidate du Rassemblement national, Marine Le Pen, voit dans ces 'ralliements' une 'victoire idéologique'. L'objectif, stopper net toute immigration. Le temps de 'remettre à plat toutes les procédures', a expliqué Michel Barnier [...]* »²⁷.

Plus encore, Michel Barnier, reniant en partie ses convictions pro-européennes, défendait en 2021-2022 une position clairement souverainiste, appelant à s'affranchir des textes du droit européen et international afin de créer un « *bouclier constitutionnel* »²⁸ pour protéger la France des flux migratoires. En somme, l'ancien commissaire européen inventait l'euro-souverainisme (combinaison entre la défense de l'identité européenne et le souverainisme à l'échelon national), qui est aujourd'hui la ligne politique et idéologique défendue par la plupart des partis d'extrême droite de l'UE. Selon lui, la France devait « *retrouver sa souveraineté juridique* » afin de ne pas être « *menacé[e] en permanence d'un arrêt ou d'une condamnation de la Cour de justice européenne ou de la Convention des droits de l'homme, ou d'une interprétation de notre propre institution judiciaire* »²⁹. Ce « retournement » d'une personnalité française connue pour son engagement pro-européen avait suscité la consternation de la plupart des gouvernements et responsables de l'UE³⁰, et aussi une critique de nom-

26. ROBLES, Salomé, art. cité.

27. AGENCE FRANCE PRESSE/LE POINT, "Le moratoire sur l'immigration, une promesse en trompe-l'œil", le 13 octobre 2021, https://www.lepoint.fr/politique/le-moratoire-sur-l-immigration-une-promesse-en-trompe-l-oeil-13-10-2021-2447438_20.php#11.

28. JACQUOT, Guillaume, "Retraite, immigration, dette : les propositions de Michel Barnier lorsqu'il visait la présidentielle de 2022", *Public sénat*, le 6 septembre 2024, <https://www.publicsenat.fr/actualites/politique/retraite-immigration-dette-les-propositions-de-michel-barnier-lorsquil-visait-la-presidentielle-de-2022>.

29. LE MONDE, "Élection présidentielle 2022 : Michel Barnier détaille son programme et se montre très critique envers Emmanuel Macron", *Le Monde*, le 23 septembre 2021, https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2022/article/2021/09/23/election-presidentielle-2022-michel-barnier-detaillle-son-programme-et-se-montre-tres-critique-envers-emmanuel-macron_6095780_6059010.html.

30. MALINGRE, Virginie, "Les propos anti-européens de Michel Barnier sèment la consternation à Bruxelles", *Le Monde*, le 10 septembre 2021, https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/09/10/a-bruxelles-les-propos-de-michel-barnier-semblent-la-consternation_6094228_823448.html.

breux juristes : « *Ce que propose Michel Barnier est intenable, à commencer par la mise en place d'un moratoire, qui serait immédiatement sanctionnée par l'Union européenne. [...] Un État ne peut s'abriter derrière sa Constitution pour se dispenser d'appliquer le droit européen [...]. Le droit d'asile relève du droit européen mais il est aussi inscrit dans la Constitution française et dans la convention européenne des droits de l'homme* »³¹.

De toutes les propositions faites par Michel Barnier lors de la campagne pour la primaire de la droite en 2021, la plus marquante est sans doute l'organisation d'un référendum sur l'immigration qui, comme on le sait, est une proposition chère à l'extrême droite française, notamment au Rassemblement national³² et au mouvement Reconquête d'Éric Zemmour³³. D'ailleurs, partout en Europe, la pratique référendaire sur la question migratoire, les minorités, la sécurité et l'islam, etc., en somme tout ce qui est considéré comme une menace pour l'identité nationale, est devenue la marque de fabrique de l'extrême droite et des partis populistes. À ce niveau, Michel Barnier s'est clairement inscrit dans la vieille tradition populiste de la droite radicale en appelant au peuple pour trancher sur les questions sociétales : « *J'irai jusqu'au bout. Je ne me suis pas engagé avec le recul et l'expérience que je peux avoir pour faire autre chose que d'aller jusqu'au bout [...]. Le projet de référendum sur l'immigration, dans son contenu, sera présenté dès le premier tour de l'élection législative, en cas de victoire, pour que la nouvelle majorité soit élue en connaissance de cause. Au plus tard, les citoyens seront appelés à se prononcer au mois de septembre, après l'élection* »³⁴.

Ce ralliement de Michel Barnier à l'euro-souverainisme (« Patriotes et Européens », selon l'intitulé de son club politique)³⁵ serait incomplet si

31. FLEURY-GRAFF, Thibaut, professeur de droit public à l'université Paris-Saclay, interrogé par Catherine CHATIGNOUX : « Michel Barnier provoque la consternation en Europe », *Les Échos*, le 10 septembre 2021, <https://www.lesechos.fr/monde/europe/michel-barnier-provoque-la-consternation-en-europe-1345190>.

32. RASSEMBLEMENT NATIONAL, « Arrêter l'immigration incontrôlée en donnant la parole aux Français par référendum », *22 mesures pour 2022*, site internet du RN, <https://rassemblementnational.fr/22-mesures>.

33. ZEMMOUR, Éric, « La seule façon d'établir un plan sérieux de lutte contre l'immigration et d'arrêt de l'immigration, c'est de faire un référendum », *CNews*, le 25 juin 2024, <https://www.dailymotion.com/video/x8rsdqr>.

34. BARNIER, Michel, interviewé par Sonia MABROUK : « Moratoire sur l'immigration : Michel Barnier promet d'aller jusqu'au bout », *Europe 1*, le 30 août 2021, <https://www.europe1.fr/politique/moratoire-sur-limmigration-michel-barnier-promet-daller-jusquau-bout-4064159>.

35. OLLIVIER, Christine, « Michel Barnier crée 'Patriotes et Européens' », *Le JDD*, le 16 février 2021, <https://www.lejdd.fr/Politique/michel-barnier-cree-patriote-et-europeen-4025609> ; ROHART, Frédéric, « Michel Barnier, Premier ministre français : un 'Européen et patriote' qui ne révolte pas l'extrême droite », *L'Écho*, le 5 septembre 2024, <https://www.lecho.be/economie-politique/europe/elections/michel-barnier-premier-ministre-francais-un-europeen-et-patriote-qui-ne-revulse-pas-l-extreme-droite/10562932.html>.

l'on ne mentionnait pas ses obsessions sur le « problème musulman »³⁶. Là-aussi, l'ancien commissaire européen a très largement surenchéri sur la rhétorique islamophobe de l'extrême droite, proposant même de réformer l'article premier de la Constitution de 1958, reliant implicitement la question de la religiosité musulmane dans l'espace public à la menace terroriste : « *Nous modifierons également l'article 1^{er} de la Constitution pour que, désormais, nul ne puisse se prévaloir de sa religion ou de son origine pour se soustraire à la loi commune. La réforme de la Constitution instituera aussi un État de nécessité antiterroriste nous dotant enfin de toutes les armes juridiques pour une lutte sans merci face à ceux qui veulent nous détruire* »³⁷.

Au regard de sa trajectoire idéologique et de ses prises de position politiques sur les questions d'immigration, d'islam, des droits des minorités sexuelles et de genre, de la famille et de la sécurité, il paraît difficile de continuer à classer Michel Barnier comme un « libéral européeniste », ouvert sur l'international : son euro-souverainisme flirte clairement avec les thèses populistes et xénophobes de l'extrême droite. Il n'en reste pas moins que cette évolution personnelle n'a rien d'exceptionnelle dans le paysage politique français : elle est à l'image de la radicalisation identitaire et sécuritaire d'une grande partie de la droite hexagonale³⁸, et même de certains milieux centristes, dont les programmes électoraux ressemblent à s'y méprendre à ceux de leurs « concurrents » d'extrême droite³⁹. En France, mais aussi un peu partout en Europe, l'on peut observer un processus d'*extrême-droitisation* des partis centristes et conservateurs⁴⁰ qui les fait de plus en plus apparaître comme des jumeaux politiques et idéologiques des mouvements populistes, bien que leur histoire et leur sociologie soient différentes et bien qu'une partie de leurs cadres et de leur électorat soient encore réticents à briser le tabou électoral de l'alliance avec l'extrême droite. De ce point de vue, le poids des héritages politiques et mémoriels ne doit pas être négligé : il continue à nourrir les imaginaires politiques et à influencer les comportements électoraux, comme nous avons pu le constater lors du deuxième tour des élections

36. HAJJAT, Abdellali ; MOHAMMED, Marwan, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le "problème musulman"*, Paris : Éd. La Découverte, 2016, 328 p.

37. OLLIVIER, Christine, "Congrès LR : quelles seraient les premières décisions de Michel Barnier s'il était élu Président ?", art cité.

38. BERNARD, Mathias, "La reconstruction de la droite selon Laurent Wauquiez ou les risques de l'affirmation identitaire", *Cités*, n° 74, 2018, pp. 189-197.

39. GEISSER, Vincent, "Le 'quadrilatère' électoral de la peur : immigration, islam, insécurité et identité nationale au programme de l'élection présidentielle", *Migrations société*, vol. 34, n° 187, janvier-mars 2022. pp. 3-18.

40. BOURMEAU, Sylvain (producteur), "Le grand glissement ou l'extrême droitisation de l'espace public", émission *La Suite dans les idées, France culture*, le 20 novembre 2021, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-suite-dans-les-idees/le-grand-glissement-ou-l-extreme-droitisation-de-l-espace-public-6870118>.

législatives de 2024⁴¹. Toutefois, des digues ont cédé et le président de la République, en se faisant le chantre de la théorie de « l'arc républicain »⁴² et en stigmatisant une partie de la gauche protestataire, des syndicats, des associations de défense des droits de l'homme et les acteurs du mouvement social, a incontestablement contribué à donner un brevet de respectabilité à l'extrême droite⁴³. Plutôt que de verser dans une représentation complotiste de la nomination de Michel Barnier au poste de Premier ministre, en tentant d'exhumer la preuve d'un quelconque « pacte avec le diable » ou d'un « accord secret » avec le RN, il convient d'analyser l'événement sur le *temps long*, en éclairant les évolutions politiques et idéologiques qui ont permis cette désignation. Le « macron-lepénisme » est donc moins le produit d'une alliance politico-électorale que celui d'un mouvement de fond qui se joue au cœur de la société et du champ politique français, les principes et les valeurs prônés par l'extrême-droite étant désormais considérés comme « respectables » et « assimilables » à un programme de gouvernement. Sur ce plan, comme nous l'avons écrit plus haut, Michel Barnier apparaît comme le Premier ministre idéal de la France des « gens bien » et des « citoyens honnêtes » face aux « tenants du désordre » et aux « professionnels de la contestation »⁴⁴. Son « obsession migratoire », qui l'a même conduit un temps à envisager de ressusciter le ministère de l'Immigration et de l'identité nationale⁴⁵ relève moins d'un registre tactique que de la marque d'une longue dérive identitaire et sécuritaire de la droite dite « républicaine » qui trouve dans le « macron-lepénisme » un nouveau souffle, au risque de respectabiliser encore davantage le Rassemblement national, désormais aux portes du pouvoir.

Marseille, le 16 septembre 2024.

41. Une partie significative des électeurs de la droite « classique » s'est abstenue ou a choisi de faire barrage aux candidats du RN : BERRON, Nicolas, « Législatives 2024 : le 'front républicain' a-t-il marché ? Découvrez les reports de voix au second tour », *Le Parisien*, le 7 juin 2024, <https://www.leparisien.fr/elections/legislatives/legislatives-2024-le-front-republicain-a-t-il-marche-decouvrez-les-reports-de-voix-au-second-tour-07-07-2024-PH4OJQ4RZZGGDLHABPFRE7ILAE.php>.

42. DUPONT, Marion, art. cité.

43. DÉZÉ, Alexandre, « Chapitre 1. La 'dédiabolisation'. Une nouvelle stratégie ? », in : CRÉPON, Sylvain ; DÉZÉ, Alexandre ; MAYER, Nonna (sous la direction de), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris : Presses de Sciences Po, 2015, pp. 25-50.

44. LEFEBVRE, Rémi, « Emmanuel Macron, de la disruption à la banalisation », *Esprit*, n° 7, juillet-août 2021, pp. 10-14. Sur l'histoire de la création de ce ministère par Nicolas Sarkozy, en 2009, voir : GEISSER, Vincent, « Vers un ministère de l'invasion territoriale, de l'identité nationale... et de la délation 'sociale' ? », *Migrations société*, vol. 21, n° 121, janvier-février 2009, pp. 3-12.

45. FRANCE INFO, « Nouveau gouvernement : réflexion en cours à Matignon pour créer un ministère de l'Immigration », *France Info*, le 9 septembre 2024, https://www.franceinfo.fr/politique/gouvernement-de-michel-barnier/info-franceinfo-nouveau-gouvernement-michel-barnier-reflechit-au-retour-d-un-ministere-de-l-immigration_6772024.html.